

Commune d'ANGLET

PLAN LOCAL D'URBANISME

PROJET DE MODIFICATION N°4

DOSSIER ADMINISTRATIF D'ENQUÊTE PUBLIQUE

DU LUNDI 15 AVRIL 2019
AU VENDREDI 17 MAI 2019 A 17H00

**AVIS DES PERSONNES PUBLIQUES
ASSOCIEES**

Notification du dossier aux personnes publiques et organismes associés

Le dossier de projet de modification n°4 du PLU d'ANGLET a été notifié le 14 janvier 2019 à :

- Monsieur le Maire d'ANGLET,
- Monsieur le Préfet,
- Monsieur le Sous-Préfet,
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
- Monsieur le Président du Conseil Régional Nouvelle Aquitaine,
- Monsieur le Président du Conseil Départemental des Pyrénées Atlantiques,
- Monsieur le Président du Syndicat des Mobilités Pays Basque Adour,
- Monsieur le Président du Syndicat Mixte du SCOT Pays Basque et du Seignanx,
- Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bayonne Pays Basque,
- Monsieur le Président de la Chambre des Métiers et de l'artisanat des Pyrénées Atlantiques,
- Monsieur le Président de la Chambre d'Agriculture des Pyrénées Atlantiques,
- Monsieur le Président de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale Nouvelle-Aquitaine
- Monsieur le Président de la section Régionale Conchylicole Arcachon Aquitaine



CS

Monsieur Pascal JOCOU
Vice-Président de La Communauté
d'Agglomération Pays Basque
15 Avenue Foch
CS 88507
64185 BAYONNE Cedex

Votre réf : 2019/n°31
Affaire suivie par : Nadine ELGART-LOPEZ
Objet : Projet de modification simplifiée n°4 du PLU d'Anglet

Bayonne,
Le 30 janvier 2019

Monsieur le Vice-président,

Nous avons bien consulté le dossier de modification n°4 du PLU d'Anglet et vous en remercions.

En tant que personne publique associée, nous sommes particulièrement attentifs à ce que l'artisanat et ses problématiques, attentes et besoins spécifiques soient pris en compte dans les documents d'urbanisme.

Afin d'apprécier le poids économique de l'artisanat sur cette commune, nous vous rappelons que celle-ci comptait au 31 décembre 2018, 1055 entreprises artisanales.

En ce qui concerne l'objet de la modification simplifiée du PLU, il s'agit essentiellement :

- d'apporter des précisions aux dispositions communes du règlement en matière d'aires de stationnement ;
- dans le secteur UC2, d'assouplir les dispositions relatives à l'implantation des constructions par rapport à certaines voies ;
- dans le secteur UC4, d'autoriser, sous certaines conditions, les activités commerciales ;
- de préciser la possibilité de réaliser des résidences avec services au sein de la zone UT, hormis dans les secteurs UT1 et UT2 ;
- de réduire l'emplacement réservé n°3 délimité pour l'élargissement de la RD 810 ;
- de supprimer l'emplacement réservé n°129 initialement prévu pour une liaison piétonne ;
- de réduire les emplacements réservés n°19 et le n°20, en lien avec la mise en place de secteurs à plan de masse dans le quartier LAROCHEFOUCAULD ;
- de désigner un arbre comme élément de paysage à préserver ;
- d'ajouter les secteurs à plan de masse n°16 et n°17 dans le quartier LAROCHEFOUCAULD ;
- de modifier les dispositions des orientations d'aménagement relatives au lieu-dit LE REFUGE ;
- de mettre à jour les plans de zonage en supprimant le périmètre de la ZAC d'Hausquette.

Notre compagnie n'émettra pas de réserve particulière concernant cette modification simplifiée du PLU d'Anglet.

Vous en souhaitant bonne réception de la présente et restant à votre disposition, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Vice-président, l'expression de nos meilleurs sentiments.

Le président,

Gérard GOMEZ

CHAMBRE DE MÉTIERS ET DE L'ARTISANAT DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

Siège : 11 rue Solférino 64000 Pau • Tél. 05 59 83 83 62 • Fax 05 59 27 65 48

BAYONNE PAYS BASQUE • Services aux entreprises / Université des métiers : 25 bd d'Aritxague 64100 Bayonne • Tél. 05 59 55 12 02 • Fax 05 59 55 77 87
PAU PYRÉNÉES BÉARN • Université des métiers : 34 avenue Léon Blum Parc d'activités Pau Pyrénées 64000 Pau • Tél. 05 59 14 85 90 • Fax 05 59 14 86 10

E-mail : contact64@artisanat-aquitaine.fr • Site internet : www.cma64.fr • WebTV : www.artisanat64.tv • SIRET : 186 400 040 00033 - APE 9411Z

BUREAU SYNDICAL DU JEUDI 7 mars 2019

Extrait du registre des décisions du Bureau

Le bureau s'est réuni à Itxassou dans la salle de réunion du Pôle Errobi de l'Agglomération Pays Basque, le 7 mars 2019, sur invitation du Président, Marc Bérard, en date du 1^{er} mars 2019.

Président de séance : Marc BERARD

	Territoires	Présents	Excusés
Communauté d'Agglomération Pays Basque	Côte Basque Adour	BERARD Marc	MOTSCH Nathalie
		VEUNAC Jacques	LACASSAGNE Alain
	Sud Pays Basque		MIALOCQ Marie-José
			DE RAVIGNAN Carole
			TELLECHEA Jean
	Errobi	CARPENTIER Vincent	
		LAMERENS Jean-Michel	
	Nive-Adour	SAINT-ESTEVEN Marc	
		HIRIGOYEN Roland	
	Pays de Hasparren		DONAPETRY Jean-Michel
			JOCOUC Pascal
	Amikuze	MANDAGARAN Arnaud	IRIGOIN Didier
	Garazi-Baïgorry	EYHERABIDE Pierre	IDIART Alfontxo
	Soule	IRIART Jean-Pierre	
		LOUGAROT Bernard	
	Iholdy-Ostibarre	LARRALDE André	LARRAMENDY Jules
Pays de Bidache	AIME Thierry		
	COHERE Lucien		
Cté de communes du Seignanx	BRESSON Mike	LARRE Jean-Marc	

Date d'envoi de la convocation : 01/03/2019

Membres du Bureau en exercice : 25

Membres du Bureau présents : 14

Membres du Bureau ayant pris part au vote : 13

Décision n°2019-11 – Urbanisme : Avis sur le projet de modification n°4 du PLU d'ANGLET

La commune d'ANGLET est actuellement couverte par un PLU.

La CAPB a notifié, pour avis, le syndicat mixte du SCoT du Pays Basque et du Seignanx dans le cadre du projet de modification n°4 du PLU d'ANGLET le 15 janvier 2019.

Conformément au règlement intérieur du Syndicat, Monsieur VEUNAC, élu d'ANGLET et membre du Bureau, quitte l'assemblée et ne prend donc pas part au délibéré.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait et décidé en séance les jours, mois et an que dessus, et le présent extrait certifié conforme au registre.

Certifié exécutoire le : 14/03/2019

Transmis au contrôle de légalité le : 14/03/2019

1. PROJET URBAIN : AMENAGEMENT « SECTEUR LAROCHEFOUCAULD »

1.1 INTEGRATION DE DEUX SECTEURS A PLAN MASSE

La commune d'Anglet souhaite constituer sur le secteur « Laroche foucauld » (croisement Boulevard du BAB/avenue Laroche foucauld) une centralité de quartier, ce qui correspond aux attendus du SCoT. Pour ce faire, elle a intégré un premier plan masse par modification simplifiée (MS n°4 examinée en Bureau du Syndicat le 10/07/2017). Cette amorce à la restructuration urbaine se situe du côté Est du Boulevard du BAB.

L'étude urbaine qui a défini ce premier plan masse a également élaboré un plan d'aménagement pour le côté ouest du boulevard. Il est donc proposé d'intégrer deux nouveaux secteurs à plan masse pour cadrer l'aménagement de l'ensemble de cette centralité de quartier (opérations mixtes habitat/commerces/services/espaces publics).

1.2 MODIFICATIONS REGLEMENTAIRES

Les secteurs à plan masse organisent le secteur (emprise des bâtiments, hauteurs entre R+2 et R+2+attique) et sont intégrés au plan de zonage et aux pièces graphiques. Les emplacements réservés (ER) présents sont modifiés afin de correspondre aux projets. Un seul ER est maintenu pour garantir un raccordement entre la rue de Saint Léon et le boulevard du BAB.

2. MODIFICATION DE L'ORIENTATION D'AMENAGEMENT « SECTEUR DU REFUGE »

Le secteur du refuge est concerné par une orientation d'aménagement définissant les grands principes d'urbanisation (secteurs constructibles, cônes de vue, franges à traiter, espaces naturels à préserver, secteurs à requalifier, intention de voirie...)

Une intention de voirie (pointillés rouges) était inscrite dans la zone IIAU (non ouverte à l'urbanisation). En l'absence de choix programmatiques, la collectivité préfère supprimer ce tracé qu'elle juge prématuré.

3. IMPLANTATION DES COMMERCE SECTEUR CHIBERTA/CHAMBRE D'AMOUR

Le secteur de Chiberta/Chambre d'Amour connaît une activité importante pour la commune. Le PADD la définit comme centralité touristique. Aujourd'hui le règlement y interdit toute nouvelle implantation commerciale, seuls les commerces existants peuvent être étendus.

Par modification, la collectivité souhaite y autoriser les nouveaux commerces à ce jour sans contrainte de surface.

Le SCoT définit des secteurs privilégiés d'implantations commerciales (centralités et ZACOM). Ce quartier ne figure dans aucun de ces deux cas. Toutefois, le SCoT admet dans les espaces interstitiels du pôle urbain l'implantation de nouveaux commerces à condition que leur surface de vente soit inférieure à 300m².

- L'intégration de cette prescription dans le règlement garantirait la compatibilité du document avec le SCoT sur ce point et ne remettrait pas en cause les objectifs de la collectivité qui souhaite l'implantation de commerces de proximité et de surface limitée.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait et décidé en séance les jours, mois et an que dessus, et le présent extrait certifié conforme au registre.

Certifié exécutoire le : 14/03/2019

Transmis au contrôle de légalité le : 14/03/2019

4. MODIFICATIONS REGLEMENTAIRES

4.1. IMPLANTATION DE RESIDENCES DE SERVICES EN ZONE UT

Dans le PLU d'Anglet, la zone UT est destinée à l'implantation d'hébergement touristique et hôtelier, et aux commerces et aux infrastructures de loisirs qui les accompagnent. A l'exception des zones UT situées dans les espaces proches du rivage (règlementation restrictive), la collectivité souhaite y autoriser également les résidences de services.

Les résidences de services sont des résidences garantissant la location d'appartements meublés accompagnés de services de type ménage, accueil, lavage du linge...

Généralement elles sont destinées à des catégories spécifiques d'habitants (mais pas forcément) : seniors, étudiants, touristes et vacanciers, professionnels en déplacement, personnes dépendantes...

Le SCoT n'émet pas de prescriptions particulières quant à ce type de logements.

4.2. MODIFICATION DES REGLES D'IMPLANTATION QUARTIER CHIBERTA

Actuellement, les règles d'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques imposent un retrait minimal de 10 mètres pour toutes nouvelles constructions (maintien du cadre paysager). A l'usage, cette règle grève excessivement les petits terrains du secteur. Il est proposé de réduire ce recul d'implantation à 5m. Cette modification ne sera applicable que sur des axes secondaires ou en impasse. Le projet assure que ce nouveau recul n'aura pas d'impact sur la qualité paysagère du secteur.

4.3. CLASSEMENT D'UN ARBRE REMARQUABLE

Un arbre remarquable (copalme d'Amérique), situé allée Villarubio (Anglet Saint Jean) est classé au titre de l'article L.123-1-5 III (2°) du code de l'urbanisme.

4.4. CLARIFICATION DE L'ARTICLE 7 EN ZONE UC.

L'article 7 de la zone UC cadre les règles d'implantation des bâtiments par rapport aux limites séparatives. Il est rédigé selon des modalités de calcul différentes dans les différents secteurs spécifiques. Il est proposé d'uniformiser les modalités de calcul pour l'ensemble de la zone pour clarifier le propos et éviter des détournements de règle déjà constatés.

5. MODIFICATIONS D'EMPLACEMENTS RESERVES

L'emplacement réservé définit sur la RD 810 est précisé au regard du projet d'aménagement voirie du Tram'bus.

L'emplacement réservé défini, dans le cadre du projet urbain autour du carrefour Saint Jean, pour la réalisation d'une voie piétonne liant l'avenue de Biarritz et l'avenue d'Espagne est supprimé. Cette voie a été réalisée dans le cadre d'une opération immobilière limitrophe de l'emplacement réservé.

6. MISE A JOUR DU ZONAGE

La ZAC d'Hausquette, clôturée par délibération du conseil d'Agglomération en date du 28 septembre 2016, est supprimée des documents graphiques.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait et décidé en séance les jours, mois et an que dessus, et le présent extrait certifié conforme au registre.

Certifié exécutoire le : 14/03/2019

Transmis au contrôle de légalité le : 14/03/2019

Le Bureau syndical, après en avoir débattu et délibéré à l'unanimité des suffrages exprimés :

- ➔ EMET UN AVIS FAVORABLE sur la modification n°4 du PLU d'ANGLET
- ➔ DEMANDE que la règle autorisant l'implantation des commerces sur le secteur CHIBERTA/CHAMBRE D'AMOUR soit complétée conformément au SCoT, en limitant cette autorisation d'implantation aux commerces de moins de 300 m² de surface de vente.
- ➔ ENCOURAGE :
 - la mixité au sein des opérations de logements proposées au regard de leur importance et de la proximité des équipements et services,
 - un traitement de qualité et un verdissement des espaces publics projetés.

Le Président,

Marc BERARD

La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait et décidé en séance les jours, mois et an que dessus, et le présent extrait certifié conforme au registre.

Certifié exécutoire le : 14/03/2019

Transmis au contrôle de légalité le : 14/03/2019

Accusé de réception

Nom de l'entité publique	Syndicat mixte du SCOT du Pays Basque et du Seignanx
Numéro de l'acte	BS2019030702
Nature de l'acte	DE - Délibérations
Classification de l'acte	2.1 - Documents d'urbanisme
Objet de l'acte	Avis sur le projet de modification n 4 du PLU d'ANGLET
Statut de la transmission	8 - Reçu par Contrôle de légalité
Identifiant unique de télétransmission	064-256404278-20190314-BS2019030702-DE
Date de transmission de l'acte	14/03/2019
Date de réception de l'accusé de réception	14/03/2019



Mission régionale d'autorité environnementale

Région Nouvelle-Aquitaine

Décision de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) de Nouvelle-Aquitaine, après examen au cas par cas, sur la modification n°4 du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune d'Anglet (64)

N° MRAe 2019DKNA72

dossier KPP-2019-7706

**Décision après examen au cas par cas
en application de l'article R. 104-28 du Code de l'urbanisme**

La Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) de la Région Nouvelle-Aquitaine

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L.104-1 à L.104-8 et R.104-1 et suivants ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'Autorité environnementale ;

Vu le décret n°2016-1110 du 11 août 2016 relatif à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes ;

Vu le décret n°2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable, notamment son article 11 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés ministériels du 12 mai 2016 et du 17 avril 2018 portant nomination des membres des Missions Régionales d'Autorité environnementale (MRAe) du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la décision du 27 avril 2018 de la Mission Régionale d'Autorité environnementale portant délégation de compétence aux membres permanents pour statuer sur les demandes d'examen au cas par cas présentées au titre des articles R. 122-18 du Code de l'environnement et R. 104-28 du Code de l'urbanisme ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro de dossier figurant dans l'encadré ci-dessus, déposée par le Président de la communauté d'Agglomération Pays Basque, reçue le 16 janvier 2019, par laquelle celui-ci demande à la Mission Régionale d'Autorité environnementale s'il est nécessaire de réaliser une évaluation environnementale à l'occasion du projet de modification n°4 du plan local d'urbanisme de la commune d'Anglet (64) ;

Vu la contribution de l'Agence régionale de santé du 20 février 2019 ;

Considérant que la commune d'Anglet, 38 724 habitants sur un territoire de 29,93 km², souhaite apporter une modification n°4 à son plan local d'urbanisme approuvé le 14 juin 2013, afin de faire évoluer le règlement écrit et graphique ainsi que l'orientation d'aménagement (OAP) relative au lieu-dit LE REFUGE ;

Considérant que le projet de modification vise notamment à poursuivre la mutation du quartier Larochehoucauld déjà engagée par la modification simplifiée n°4 en date du 23 septembre 2017, que les nouvelles constructions sont prévues le long de voies importantes (boulevard du BAB et avenue de

Larochefoucauld) susceptibles d'induire des nuisances sonores ; que le rapport de présentation devra s'attacher à démontrer la bonne prise en compte de cet élément dans le projet ;

Considérant que les autres modifications envisagées concernent des zones identifiées comme support d'une urbanisation existante dans un but de meilleure utilisation des espaces, de développement des commerces et d'harmonisation de règles urbaines ; qu'aucun élément du dossier ne vient indiquer une incidence particulière de ces modifications sur l'environnement ;

Concluant, qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la personne responsable, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet de modification n°4 du plan local d'urbanisme de la commune d'Anglet n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Décide :

Article 1^{er} :

En application des dispositions du chapitre IV du Livre Premier du Code de l'urbanisme et sur la base des informations fournies par la personne responsable, le projet de modification n°4 du plan local d'urbanisme de la commune d'Anglet présenté par la communauté d'Agglomération Pays Basque, **n'est pas soumis à évaluation environnementale.**

Article 2 :

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs. Elle ne dispense pas les projets, éventuellement permis par ce plan, des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de modification n°4 du plan local d'urbanisme de la commune d'Anglet est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article 3 :

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la Mission Régionale d'Autorité environnementale <http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr>. En outre, en application de l'article R.104-33 du Code de l'urbanisme, la présente décision doit être jointe au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition du public.

Fait à Bordeaux, le 15 mars 2019

Pour la MRAe Nouvelle Aquitaine
Le membre permanent délégué



Gilles PERRON

Voies et délais de recours

1 - décision soumettant à la réalisation d'une évaluation environnementale :

Le recours administratif préalable est **obligatoire** sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision sur le site internet de l'autorité environnementale et adressé à **Monsieur le Président de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale**

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun.

2 - décision dispensant de la réalisation d'une évaluation environnementale :

Les décisions dispensant de la réalisation d'une évaluation environnementale étant considérées comme des actes préparatoires ne faisant pas grief, elles ne sont pas susceptibles de faire l'objet d'un recours.

Toutefois, elles pourront être contestées à l'appui d'un recours contentieux dirigé contre la décision d'approbation du plan, schéma ou programme.